



**Procès-verbal du Conseil Académique**  
**Réuni le mardi 21 avril 2020**  
***En configuration dématérialisée***  
**Sous la présidence de**  
**M. Stéphane AZOULAY, Vice-Président Formation**  
**Et la co-présidence de de M. Noel DIMARCO,**  
**Vice-Président Recherche et Innovation**  
**N°5/2020-2021**

**ÉTAIENT CONNECTES :** Mme ADAM Carine, Mme AYERBE Cécile, M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme BARBIER Claire, Mme BATAZZI Claudine, Mme BERTONE Manuela, Mme BERTRAND Marie-France, M. BLANC Frédéric, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, Mme BOISSELIER Pauline, M. BONCOMPAGNI Éric, M. BORGESE Mauro Franco, M. BOUISSOU Stéphane, M. BRUNY Rémy, M. BURRONI Gaël, M. CAILLER Bruno, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, M. CRISTOFARI Gaël, Mme CORRADI Léa, Mme COURTIN Christine, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne, M. DA SILVA NEVES Florentino, Mme DEMARIA Samira, M. DEMESLAY Christopher, M. DIEDERICH Thibault, M. DOUAI Ali, M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, Mme FEDELE Carine, Mme FERAUD Aurélie, Mme GIACALONE Marjorie, M. GIBART Laetitia, Mme GUILLAUMIER Audrey, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme GWIZDEK Carole, Mme HAYOTTE Meggy, Mme HERITIER Camille, Mme HOUARA Inès, Mme HUEBER Anne-Odile, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme MALE Margaux, Mme MERIAUX Stéphanie, M. MORETTI Laurent, M. MOSCU Mircea, Mme N'AIT-BOUDA Faïza, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, M. PETIT Éric, Mme PUEL Marjolaine, Mme PLOUVIEZ Mélanie, M. RASSE Paul, Mme REVELLI Gabriel, Mme ROMERO Margarida, M. ROSSO Thierry, M. ROULEAU Matthieu, M. ROUSSEAU Sylvain, Mme SALVAN Geneviève, M. SERRANO Benjamin, M. SIIRIAINEN Fabrice, M. SOFIA Pierre Niccolo, M. THOMIN Jean-Louis, Mme TÜRK Pauline, M. VEZIAN Anthony, Mme VAN DE WIELE Nathalie, Mme WALLISER Elisabeth

**AVAIENT DONNE PROCURATION :**

M. BIZIOU Michaël à Mme BERTONE Manuela, M. BURGER Alain à Mme PUEL Marjolaine, Mme SESSA Virginie à M. COURDE Clément, M. ROSSI Andrea à M. BURRONI Gaël,

**ÉTAIENT EXCUSES :** Mme CHRISTIANS Elisabeth, M. DELLAMONICA Jean,

**ÉTAIENT ABSENTS :** Mme EL SAYED Eva, M. GESBERT David, M. HACHEM Elie, M. HASSANALY GOULAMHOSEN Rahim,

**INVITES CONNECTES :** M. ALIFARIS Iannis, M. ANDRIEU Julien représentant M. RINAUDO, M. ARGENTINA Médéric, Mme BELUAFI Rachida, M. CAMINADA Alexandre, M. COUNILLON Laurent, M. CREMOUX Pascal, M. DALLOZ Marc, Mme RISSO Christine, Mme GROS Auriane représentant M. ROBERT Philippe, M. LATOUR Xavier, Mme MARCHANDE Nadine, M. MONTAGNAT Johan, M. SAVASTA Marc, M. TRUBERT Jean-François, Mme WATINE Marie-Albane, Mme ZERMATI Johanna.

M. AZOULAY ouvre la séance à 9H00.

Il demande, en préambule, aux conseillers présents de se connecter tour à tour avec leur caméra afin qu'il soit procédé à leur identification.

## **I.1- Discussion sur le fonctionnement du CAC en configuration dématérialisée, appropriation de l'outil de visioconférence et des procédures de vote**

M. AZOULAY précise que le Conseil d'Administration du 14 avril dernier a déjà validé le mode de fonctionnement des instances en version dématérialisée.

Il explique que, compte tenu des conditions techniques assorties à cette séance dématérialisée, les interventions des conseillers qui demanderont la parole grâce à l'onglet « définir le statut/lever la main » (visible en cliquant sur son nom), ne pourront excéder 5 minutes.

Il demande ensuite à M. DALLOZ, Vice-Président du Conseil d'Administration de présenter les dispositions votées en CA.

M. DALLOZ fait part de l'ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 qui stipule que pour que les instances délibérantes puissent valablement se tenir, le CA aura dû préalablement approuver une méthodologie avec un certain nombre de règles importantes à mettre en place et à garantir. Il souligne notamment l'obligation de vérification de l'identité des membres, la possibilité pour les membres de prendre la parole, la garantie de l'accès aux débats aux seuls membres et invités de l'instance (rendue possible par le biais d'un code permettant l'accès à la salle de cours virtuelle).

Le conseil d'administration a par ailleurs voté des règles, aussi proches possibles que celles appliquées pour un CA classique. Les délais de convocation ont toutefois été réduits pour faire face à l'évolution rapide de la situation.

Concernant la question des procurations, il précise que certaines universités ont fait le choix, pour les instances fonctionnant en mode dématérialisé, de supprimer toutes possibilités de délégation, une période de vote laissée ouverte pendant plusieurs heures pouvant permettre à chacun de se connecter à un moment ou à un autre pour prendre part au vote. Le CA d'UCA a pour sa part, maintenu la possibilité de donner procuration mais a donné un délai minimum d'une heure avant la séance pour transmettre le document, ainsi les procurations ne sont plus acceptées en cours de séance. La garantie du caractère secret du vote pourra se faire par des dispositions techniques particulières lorsqu'un point de l'ordre du jour le nécessitera, notamment en conseil restreint. Le cadre voté en CA est applicable immédiatement et peut être adapté par chaque conseil selon ses besoins.

M. AZOULAY fait part de la délibération du CA en annexe et du projet de l'adapter au CAC eu égard à sa composition. Il propose d'adopter le document ainsi amendé.

Il répond à la demande de M. SAVASTA, Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie PACA, qu'en sa qualité de membre invité il ne participera pas au vote, et que les discussions portant essentiellement sur le volet Formation, il n'y a aucune nécessité à ce qu'il assiste à l'intégralité de cette séance. M. DIMARCQ ajoute que les personnalités invitées peuvent participer en fonction des sujets de l'ordre du jour qui les intéressent et que M. SAVASTA sera le bienvenu à un prochain CAC qui sera plus orienté Recherche.

M. AZOULAY explique ensuite que les votes qui se faisaient jusqu'ici, en présentiel à main levée, se feront désormais en utilisant une note partagée qui permettra à chacun d'inscrire son nom et qu'il sera offert pour chaque vote le choix entre : pour, contre ou abstention.

M. BLANC fait part d'un outil spécifique permettant de voter directement sur BBB, M. DIMARCQ répond que cet outil sera utilisé pour les votes qui se faisaient traditionnellement à bulletin secret en CAC Restreint. L'avantage de la solution proposée avec la note partagée est de comptabiliser plus facilement les procurations, les mandataires pouvant préciser le nom de leur mandant à côté du leur.

***Les modalités d'organisation à distance des délibérations du Conseil Académique sont adoptées à l'unanimité avec 72 voix.***

## **II.- Formation**

M. AZOULAY rappelle que l'établissement est fermé depuis le 15 mars et qu'un certain nombre d'actions ont été mises en œuvre pour assurer la continuité pédagogique. Il remercie les équipes de la DSI, du CAP et de L@UCA qui se sont investies dans ce travail, et notamment dans le paramétrage de l'outil « Moodle » afin de l'optimiser avec l'introduction des classes virtuelles et de l'outil « Panopto ». Ce travail a été mené car il est apparu important de maintenir les examens afin de libérer les étudiants avant l'été et ne pas déplacer les problèmes à la rentrée prochaine.

Dans cette situation de confinement, M. AZOULAY observe que tous les étudiants ne se retrouvent pas dans les mêmes conditions de travail et financières et demande à Mme WATINE de présenter les opérations qui ont été mises en œuvre par l'établissement pour répondre à cette problématique.

Mme WATINE fait part des opérations menées par la Direction de la Vie Universitaire pour venir en aide aux étudiants dont certains se retrouvent dans une situation économique difficile liée à la perte de stage, d'emploi ou de jobs qui venaient en appoint de leurs revenus. Cette situation a été prise en compte dès le début de la crise et des contacts avec le CROUS, opérateur principal de l'aide d'urgence aux étudiants, ont été établis et ont permis la mise en place d'une commission d'aide d'urgence croisée (CROUS/UCA). Des budgets ont été débloqués de part et d'autre afin d'apporter une aide coordonnée. Les demandes peu nombreuses au début, sont aujourd'hui de l'ordre de 80 par semaine. Un processus de versement accéléré mis en place par le CROUS permet de répondre le plus rapidement possible à des situations d'urgence.

Le Vice-Président Santé, M. David DARMON, a également dès le début de la crise, mis en place un programme de santé pour permettre aux étudiants d'avoir des accès simplifiés rapides à la médecine de ville et financés par l'université pour ceux qui n'ont pas de sécurité sociale. Le BAPU (Bureau d'aide psychologique universitaire) a également été sollicité pour faire face aux difficultés psychologiques des étudiants. D'autres initiatives ont été entreprises concernant notamment une aide alimentaire coordonnée entre le CROUS, la Ville de Nice et certaines associations étudiantes d'UCA telles que la FACE06 par le biais de distribution de paniers repas.

Enfin, une vaste opération de lutte contre la fracture numérique a été menée : certains étudiants confinés se trouvent particulièrement dépourvus lorsqu'ils n'ont pas de connexion internet et ne peuvent en conséquence avoir accès à la communication mise en place autour des aides proposées, un grand recensement par SMS a donc été lancé auprès de l'ensemble des étudiants dont le numéro de téléphone était connu, afin qu'ils fassent remonter leurs problèmes de connexion ou de matériel informatique. Près de 1000 réponses ont été enregistrées et les étudiants ayant fait part de difficultés ont tous été rappelés individuellement, des livraisons d'ordinateurs ont ainsi pu être effectuées aux étudiants demandeurs résidant entre Nice et Toulon. Les services logistiques et du SCD se sont largement mobilisés autour de cette opération.

Des subventions permettant de financer des extensions de forfait ont par ailleurs été attribuées à près de 200 étudiants et des clefs 4G ont été proposées aux étudiants ne disposant d'aucune connexion.

Enfin, de fortes opérations d'animation et de maintien du lien de la communauté des personnels et des étudiants ont été proposées dès le début du confinement, avec le programme « UCA chez moi » coordonné par invent@uca, LUMIÂ et la DVU autour du sport, des arts et de la mission écoresponsable.

Mme WATINE répond ensuite à la demande de Mme MERIAUX qui souhaiterait que chaque portail puisse avoir un retour sur les demandes d'aide transmises par leurs soins, que le traitement des données a été complexe au départ dans les conditions du télétravail, mais que les données sont maintenant fiabilisées et qu'un fichier définitif par composante a été arrêté hier soir, sa communication pourra donc se faire dès aujourd'hui. Elle ajoute qu'outre la campagne lancée par SMS, les retours faits par les directions de composantes ont également été pris en compte.

M. AZOULAY remercie l'ensemble des équipes de la DVU, du SCD, de la DSI et des services intérieurs qui se sont mobilisées pour que l'ensemble des opérations ait pu être menées à bien.

M. BLANC souhaiterait savoir si tous les étudiants ont répondu au SMS car il fait part d'un sondage qu'il a effectué auprès de ceux qui suivent son UE et qui fait ressortir que 6 étudiants sur les 130 inscrits n'ont toujours pas d'ordinateur et 16 disposent d'une connexion internet de mauvaise qualité.

Mme WATINE répond que le processus est malheureusement terminé depuis hier, mais que tous les étudiants qui avaient communiqué un numéro de téléphone valide ont bien été contactés par SMS. Elle a cependant constaté que certains n'ont pas reçu le SMS car ils avaient changé de numéro de téléphone en cours d'année. Elle ajoute qu'il n'est malheureusement pas possible de pallier à la mauvaise qualité de connexion qui concerne un trop grand nombre d'étudiants. Les subventions et les envois de clés 4G ayant été limités aux étudiants boursiers ou en situation financière délicate.

M. AZOULAY remercie ensuite les équipes qui se sont mobilisées pour permettre d'assurer la continuité pédagogique. Il indique que les modalités de continuité pédagogique et de reprise des cours qui suivront, ont donné lieu à de nombreux débats au sein de l'établissement. La position adoptée dès le début par la gouvernance était de suivre les consignes du ministère qui préconisaient dans la mesure où il y avait eu continuité pédagogique, de valoriser le travail effectué et de pouvoir procéder à une évaluation qui revêtirait un caractère particulier compte tenu de la situation exceptionnelle. M. AZOULAY se dit conscient qu'un certain nombre d'étudiants ne pourront passer leurs examens et convient que cette situation n'est pas satisfaisante mais qu'il faudra quand même répondre aux inquiétudes de la

majorité des étudiants de master et L3 de pouvoir obtenir un diplôme dont la qualité ne soit pas remise en cause. Le Ministère a par ailleurs exclu toute possibilité de neutralisation de semestre ou d'attribution automatique de note et a demandé que dans la mesure du possible, les évaluations soient maintenues. Des réunions hebdomadaires avec les directions de composante et les élus étudiants se tiennent dans ce contexte depuis la fermeture de l'Etablissement.

## **II- 1    Modification de la réglementation des examens**

M. AZOULAY explique que la situation actuelle impose l'introduction de la notion d'« éléments distanciels» dans cette réglementation.

Il fait part d'observations des élus étudiants sur les délais d'affichage des examens qui ont été portés à 7 jours pour permettre une organisation plus souple dans cette période particulière. Il précise pour lever toute ambiguïté que ce délai ne concerne que la 2<sup>ème</sup> session afin de garantir la clôture des examens avant l'été, le délai de 15 jours pour la première session, étant maintenu même en cette période de fermeture de l'établissement.

A la demande de M. LEGRAND qui souhaite savoir si ces délais ne sont applicables qu'au contrôle terminal et si des contraintes particulières impactent le contrôle continu, M. AZOULAY rappelle que l'arrêté Licence de 2014 imposait un délai de 15 jours d'affichage concernant les dates des examens en contrôle terminal, l'arrêté de 2018 n'a pas repris cette obligation réglementaire et aucune contrainte de temps n'est dorénavant imposée. Toutefois, afin de prévenir les étudiants, il était apparu nécessaire de maintenir ce délai d'affichage, il est souhaité que ce délai soit plus court en cette période particulière pour la deuxième session. Concernant en revanche le contrôle continu, il n'y a aucune nécessité à prévenir les étudiants selon le principe même du mode de fonctionnement de ce type d'évaluation.

Il précise ensuite à la demande de Mme VAN DE WIELE que selon une décision du Conseil d'Etat, l'anonymat des copies ne revêt aucun caractère obligatoire, il peut être appliqué selon les cas en fonction du souhait des équipes pédagogiques ou en vertu d'une réglementation particulière qui concerne un type de diplôme.

A la demande de Mme CORRADI qui souhaiterait que le délai de 15 jours soit maintenu pour les épreuves de rattrapage, M. AZOULAY précise que cette possibilité est exclue afin de terminer l'année universitaire 2019-2020 dans les délais et de ne pas trop déborder sur le mois de juillet, mais que dès que l'établissement retrouvera un mode de fonctionnement normal, ce sera le délai de 15 jours qui sera de nouveau en vigueur. Il précise ensuite, qu'un affichage des dates d'examens sera demandé sur le site des composantes en complément à l'envoi de l'information sur les listes de diffusion par mail aux étudiants.

Aux interrogations de Mme WALLISER qui souhaite savoir si dans le cadre du contrôle continu, l'organisation d'un deuxième examen, en cette période, est obligatoire lorsqu'une note avait déjà été attribuée préalablement. M. AZOULAY rappelle que la règle qui s'applique au contrôle continu impose un minimum de deux notes quelle que soit la situation, une note de CC ne pouvant pas valoir plus de 50% du poids de la note globale.

M. DIEDERICHS fait part de ses interrogations sur le contrôle en distanciel, M. AZOULAY répond qu'à ce stade, le vote porte sur la modification de la réglementation des examens qui permet de prévoir le fonctionnement en distanciel et les modifications sur les délais d'affichage. Indépendamment de ce vote, la position de l'établissement est de prévoir des examens en distanciel conformément à la recommandation du ministère et dans le cadre d'un consensus global à la quasi-totalité des universités qui consiste à ne pas positionner d'examen en septembre. M. DIEDERICHS s'inquiète du cas des étudiants qui n'ont pas de connexion qui pourraient être considérés comme absents injustifiés et qui se verraient attribuer en conséquence une note de zéro. M. AZOULAY indique que les consignes, pour ce cas particulier, sont très claires, qu'il conviendra de faire preuve de bienveillance et qu'un traitement au cas par cas des étudiants concernés sera effectué et que si l'étudiant n'est pas en mesure d'accéder à un examen en distanciel à aucune des sessions, une solution de substitution en présentiel devra être organisée. M. DIEDERICHS rappelle qu'une équité doit être préservée et qu'il faut des règles applicables à tous les étudiants et ne pas faire de cas par cas. M. AZOULAY souligne que la diversité des situations des étudiants est telle qu'il ne peut être établi une règle générale. M. DIEDERICHS souligne que plusieurs universités ont fait le choix d'adopter des MCC communes à tous les étudiants. M. AZOULAY rappelle que le point présenté concerne la réglementation des examens qu'il convient de distinguer des MCC, qui elles ont été adaptées de manière commune à l'ensemble des étudiants des formations concernées.

M. CREMOUX précise que le statut des étudiants qui ne peuvent se connecter quelle qu'en soit la raison, sera défini et que des règles spécifiques pouvant permettre un examen en présentiel, seront assorties à ce statut.

Mme FEDELE fait part de ses inquiétudes quant à la capacité de Moodle à supporter l'organisation d'un très grand nombre d'examens en même temps et propose qu'un emploi du temps regroupant l'ensemble de l'établissement soit mis en place pour éviter des problèmes.

M. AZOULAY répond que, selon les modélisations théoriques, la plateforme peut supporter une charge importante et des examens en distanciel ont déjà eu lieu sur des cohortes très importantes dans d'autres universités sans qu'il n'y ait eu de problème de ce type. Le point critique des évaluations n'est pas la plateforme en elle-même, mais pourrait être le système d'identification pour se connecter qui risquerait de ne pas répondre si trop de requêtes étaient adressées simultanément. Une action est menée par Mme RAPETTI dont le but est de collecter l'ensemble des calendriers des examens des composantes afin d'identifier d'éventuelles charges qui pourraient être trop importantes à un instant donné. Si tel était le cas, des scénarios alternatifs seront envisagés, ils devront être arrêtés lors d'une réunion qui se tiendra demain.

Mme PUEL fait part de ses interrogations sur la possibilité qu'auront les étudiants à déclarer des problèmes de connexion, qui pourraient systématiquement être mis en avant lorsqu'ils préféreront passer un examen en présentiel.

M. AZOULAY objecte que les étudiants ont davantage intérêt à suivre les épreuves en distanciel compte tenu des interrogations qui persistent sur les dates auxquelles des examens en présentiel pourront être organisés.

Aux interrogations de Mme PUEL sur d'éventuelles préconisations à adresser aux enseignants, M. AZOULAY répond que la discussion doit se tenir entre le CAP et les composantes, et que M. Iannis ALIFERIS, Directeur du CAP, a rencontré l'ensemble des directions de composante et a échangé avec eux pour proposer les meilleures solutions adaptées aux formations concernées en fonction des examens préexistants et des modifications souhaitées.

M. CREMOUX rappelle que dans le contexte de situation de crise, l'objectif est de faire passer un maximum d'examens avec un minimum d'épreuves en présentiel dont les modalités restent, pour l'heure, inconnues.

Il répond ensuite à M. LEGRAND que si l'UE est composée de plusieurs ECUE les 2 notes peuvent être remontées au niveau de l'UE.

M. BLANC s'inquiète de savoir comment pourront être appréciées les absences injustifiées en particulier pour des épreuves dématérialisées où le temps de réponse sera très court et où l'absence de réponse dans le temps imparti pourrait être liée à des difficultés de connexion. Il fait part de la solution adoptée par l'Université de Rennes 2 qui a fait le choix de demander des devoirs à produire sous 3 jours afin d'éviter tout problème de connexion. Il craint également que des étudiants déclarent avoir des problèmes de connexion après avoir pris connaissance d'un sujet qu'ils ne seront pas en capacité de traiter. M. CREMOUX précise que le CAP est en mesure de retrouver les traces des connexions et des déconnexions et de détecter d'éventuelles tentatives de triche. Il préconise, afin d'éviter la triche généralisée, de ne pas faire des examens portant uniquement sur des connaissances mais d'évaluer davantage les étudiants sur la qualité de leur réflexion. M. AZOULAY redit qu'il appartient à chaque composante d'adapter en fonction du caractère particulier de ses formations, l'objectif étant que le travail des étudiants puisse être valorisé par des modalités discutées au sein de chaque équipe pédagogique. Il se déclare conscient que les solutions qui seront mises en place ne pourront être parfaites et rappelle, par ailleurs, l'impossibilité de neutraliser les semestres ou de donner une note commune à tous les étudiants. Compte tenu de la diversité des solutions qui ont été trouvées par les enseignants au sein des composantes, il ne pense pas qu'imposer un cadre commun applicable à tous soit une bonne solution.

M. BLANC s'interroge ensuite sur la phrase « *En cas d'impossibilité d'organiser en présentiel les épreuves, quand cela est prévu dans les MCC de chaque diplôme, les épreuves pourront avoir lieu en distanciel sans que cela ne modifie les MCC lorsque la nature, la durée et la langue de l'épreuve n'est pas modifiée* ».

M. CREMOUX répond que cette disposition n'est pas issue des ordonnances prises dans le cadre de la crise sanitaire, mais qu'elle figurait déjà dans l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux. La règle est donc rappelée dans la réglementation des examens mais elle n'est pas discutable, dans la mesure où elle émane du code de l'éducation. Il explique que cette disposition pourrait concerner le cas présent lorsque par exemple, en remplacement de l'épreuve en présentiel, le sujet est envoyé aux étudiants qui disposent du même temps pour composer en distanciel et ainsi les MCC demeurent inchangées. M. BLANC réitère ses inquiétudes quant à la possibilité pour les étudiants de tricher dans un tel cas de figure. M. CREMOUX redit qu'il conviendra de privilégier un travail faisant appel à de la méthodologie et de la réflexion plutôt qu'à de la connaissance pure. Aux interrogations de M. ESPALLARGAS sur la nécessité de privilégier, pour les rattrapages, l'épreuve en distanciel ou en présentiel lorsque c'est possible, M. AZOULAY répond que tout dépendra des formations mais qu'en l'état des informations actuelles, l'organisation des épreuves en présentiel risque d'être très compliquée et très contrainte et ne pourrait concerner que les étudiants qui seront en mesure de justifier de n'avoir pu bénéficier des aménagements mis en place en distanciel.

Mme BERTRAND fait part de l'expérience de l'UFR Odontologie qui a travaillé avec SIDES (Système Inter-universitaire Dématérialisé d'Evaluation en Santé) qui s'appuie sur Moodle, les épreuves ont consisté à proposer beaucoup de QCM et de dossiers progressifs sur des temps très contraints afin de permettre de limiter les possibilités de fraudes. Un essai de connexion préalable est prévu de manière à détecter les étudiants qui rencontrent de grosses difficultés à ce niveau et pour lesquels une autre forme d'évaluation devra être envisagée.

***La réglementation des examens est approuvée avec 58 voix favorables, 10 abstentions et 1 voix contre.***

## **II.-2 Validation de Modalités de Contrôle des Connaissances**

M. AZOULAY fait part d'une situation dans laquelle de nombreuses MCC ont été transmises hier après-midi et rappelle qu'une vérification préalable de leur conformité au cadrage par la DEF est nécessaire, et qu'en conséquence les MCC arrivées tardivement n'ont pu être vérifiées et ne seront pas validées ce jour. M. CREMOUX ajoute que les autres MCC pourront être validées au fil de l'eau dans l'hypothèse où le CAC donne délégation au Président pour procéder à cette validation et seront ensuite publiées sur le portail UCA (<http://univ-cotedazur.fr/coronavirus#XrQl2EHgrDc>).

Mme SALVAN s'interroge à propos des MCC des Compétences Transversales pour lesquelles il avait été demandé aux responsables de limiter la durée des épreuves, et dont elle observe que des modifications ont été apportées en conséquence mais qu'elles n'apparaissent pas dans le document en ligne. M. AZOULAY confirme la consigne donnée et ajoute qu'un seuil de compensation à 8/20 a été introduit pour la compétence transversale de langue anglaise. Il constate une erreur sur le document qui ne sera donc pas mis au vote ce jour.

Mme AYERBE indique que pour le DUT dans lequel elle enseigne, deux notes avaient été prévues pour le contrôle continu de chaque matière et s'interroge sur la nécessité de refaire remonter ces MCC. M. AZOULAY répond que si les MCC déjà en place satisfont aux règles qui s'imposent dans le contexte actuel, il n'y a pas lieu d'apporter de modifications et de faire remonter de nouveaux documents.

Aux interrogations de Mme WALLISER sur la date à laquelle seront validées les MCC non encore vérifiées par la DEF, M. AZOULAY répond que d'ici demain matin, les opérations de vérification devraient être achevées et qu'afin qu'elles puissent être validées dans les meilleurs délais, pour éviter tout retard dans l'affichage et la tenue des examens, il va être proposé au Conseil Académique de donner procuration au Président pour procéder à la validation des modifications de MCC de l'année en cours. Un vote des modalités sous réserve de modifications apparaîtrait plus compliqué car les composantes auraient à revenir vers le CAC une fois les modifications apportées pour que les réserves soient levées.

Aux interrogations de M. LEGRAND relatives à l'année PACES concernant d'abord, la possibilité de garantir le dispositif qui encadre le concours, M. AZOULAY répond qu'il est toujours prévu de maintenir les conditions normales du concours avec un regroupement au Palais Acropolis les 18 et 19 juin dans le respect des mesures sanitaires qui s'imposeront et qui devront être arrêtées par le ministère. M. LEGRAND pense, d'autre part, qu'un grand nombre d'étudiants risque de demander le redoublement cette année et s'interroge sur la capacité qu'aura l'établissement à les accueillir sur l'ancien format PACES l'année prochaine. M. AZOULAY indique que les règles de fonctionnement en vigueur permettent aux étudiants de se désinscrire au cours du premier mois de l'année PACES, mais que dans la période actuelle, il ne leur est plus possible de se désinscrire et de prévoir de se réinscrire l'année prochaine.

Mme BERTRAND fait part de l'urgence à ce que les MCC de l'UFR Odontologie soient validées dès aujourd'hui compte tenu de la planification déjà en place des épreuves sur SIDES. M. AZOULAY précise que toutes les MCC qui ne seront pas validées par le CAC, le seront cet après-midi ou au plus tard demain matin.

## **II.-3 Délégation au Président de la compétence du CAC pour la modification des MCC**

M. AZOULAY explique que cette délégation de compétence résulte d'une possibilité donnée par l'ordonnance du 27 mars. Cette option a été retenue afin de permettre une vérification administrative dont il était prévisible qu'elle ne pourrait intégralement être opérée avant le CAC de ce jour. Il souligne l'obligation d'un affichage des MCC modifiées sur les sites des composantes dans un délai minimum de deux semaines avant les épreuves.

Aux interrogations de Mme BARBIER concernant les épreuves de PACES, M. AZOULAY répond qu'il s'agit d'un concours dont les règles ne sont pas de la compétence des Universités mais sont nationales et relèvent du Ministère.

M. DIEDERICHS regrette la mise en place de contrôles en distanciel avec des temps de réponse très courts et fait part de son expérience personnelle qui lui a permis de constater que lorsque la qualité de la connexion est mauvaise et le temps de chargement des documents trop long, la réponse dans le délai demandé est impossible et l'étudiant s'en

trouvera fortement pénalisé dans la mesure où l'épreuve aura un coefficient de même poids que le contrôle en présentiel.

M. AZOULAY donne la parole à M. ALIFERIS responsable du Centre d'Accompagnement Pédagogique afin qu'il apporte des éclaircissements sur ce point.

M. ALIFERIS précise, tout d'abord, qu'en matière de fraude, le risque zéro n'existe pas mais qu'il existe dans moodle des outils tels que la détection automatique des similitudes entre l'ensemble des documents remis et également entre les documents remis et la partie visible d'internet. Il confirme la préconisation de M. CREMOUX de demander aux étudiants un travail un peu plus complexe que de procéder à une simple évaluation de leur savoir. Il rappelle aussi la possibilité des QCM et concernant la problématique du temps de réponse, il indique que moodle permet l'octroi d'un temps complémentaire aux étudiants au cas par cas. Il informe ensuite à propos de l'anonymat, que l'évaluation des copies peut être paramétrée en mode « aveugle ».

Concernant la délégation de signature au Président, M. CAILLER souhaiterait savoir comment les choses se passent en cas de désaccord avec les documents qui ont été produits. M. AZOULAY rappelle que si les MCC respectent le cadrage, il n'y aura aucun problème quant à leur validation, il précise que dans tous les cas, lorsqu'un arrêté sera pris par le Président, le Conseil Académique en aura connaissance. M. CAILLER indique que de son point de vue, cette délégation est prématurée car il considère que les MCC à revoir pourrait être validées au prochain Conseil Académique du 5 mai et rappelle qu'il est du rôle des conseillers d'examiner l'ensemble des MCC préalablement à leur validation.

M. AZOULAY explique qu'une validation le 5 mai entraînerait le report de l'affichage et compte tenu du délai de quinze jours à respecter, une partie des examens ne pourraient se tenir dans les dates prévues.

M. CAILLER souhaite ensuite savoir quelle sera la durée de la délégation de compétences, M. AZOULAY répond qu'elle prend effet aujourd'hui et sera valide jusqu'à un mois après la fin de la période d'urgence sanitaire et souligne que seules les MCC de l'année en cours sont concernées.

M. AZOULAY rappelle, par ailleurs, la volonté pour le futur de déléguer cette compétence aux composantes et que des cadrages ont été fixés au terme de discussions qui se sont tenues avec ces dernières. Les vérifications effectuées porteront essentiellement sur la présence d'au moins deux notes en contrôle continu ou d'anomalie dans la saisie des remontées. Une vigilance particulière sera également observée sur la publication sur les sites de l'université et de chaque composante et le respect des délais.

Aux interrogations de Mme PUEL sur la nécessité d'anticiper un premier semestre 2020-2021 en partie en distanciel tel que cela est prévu dans des universités de renom international, telles que Cambridge, M. AZOULAY espère que ce ne sera pas une nécessité mais il indique que dans le cadre des échanges internationaux, la mobilité entrante va poser la question du déploiement d'enseignements en distanciel pour toutes les formations accueillant des étudiants dans le cadre de conventions avec des partenaires étrangers. Un positionnement du système Erasmus reste notamment en attente.

M. DIEDERICHS regrette qu'une part trop importante des débats ait porté sur les problèmes de fraude et de triche et que soit entretenu un climat de suspicion à l'égard des étudiants. Il déplore que trop d'évaluations fassent appel à l'apprentissage par cœur et pense qu'il faut développer d'autres types de modalités de contrôle et reprend la proposition de privilégier l'évaluation sur la compréhension des notions abordées en cours. Il souligne les difficultés que rencontrent les étudiants en cette période de confinement où les situations personnelles, économiques et sanitaires sont très variées selon les étudiants. Il déplore le peu d'importance qui lui semble avoir été accordé à ce dernier point et trouve cette lacune inadmissible. Il considère enfin, que la situation actuelle ne nécessitait en aucun cas le vote d'une délégation au Président qu'il juge abusive.

M. AZOULAY répond que le fait d'évoquer des problèmes de fraudes potentielles n'induit pas que tous les étudiants en soient suspectés, il confirme par ailleurs, que l'évolution des MCC va dans le sens demandé, chaque composante ayant adapté ses MCC au mieux dans le sens d'une évaluation progressive, différente, avec parfois la présence des sessions ouvertes sur deux jours.

M. AZOULAY informe enfin, qu'une réunion hebdomadaire se tient chaque semaine avec les vice-présidents Formation des universités et le Ministère, dont il ressort qu'un consensus national s'était dégagé au départ mais que certains établissements ont dû revenir sur leur position pour des raisons pratiques et techniques.

***La délégation de pouvoirs du Conseil académique au Président en matière de règlement des études et des règles relatives aux examens est approuvée avec 7 abstentions, 59 voix pour et 2 voix contre.***

## II.-4 Validation de modalités de sélection en master

M. AZOULAY explique que pour 3 parcours de master, les modalités de sélection n'avaient pu être validées lors d'une précédente campagne car elles n'avaient pas été transmises à temps au CAc de la ComUE (cf fiches jointes).

A la demande de Mme PUEL qui souhaite savoir comment seront traités les cas des étudiants provenant d'autres universités, M. AZOULAY répond que le jury est souverain sur la base des critères qu'il a défini et qu'il lui appartiendra donc de fixer les modalités de traitement de ces cas. Il lui semblerait normal que les dossiers provenant d'établissements qui ont mis en place une forme d'évaluation dans le cadre de la continuité pédagogique soient examinées plus positivement mais compte tenu de la souveraineté des jurys, il ne peut y avoir de recommandations particulières à ce niveau.

***Les modalités de sélection présentées pour le master Mention Droit des Affaires Parcours « Juriste du sport », pour le master Mention Management du Sport Parcours « Développement territorial par le Sport » et pour le master Mention Sciences du Vivant Parcours « cancérologie et recherche translationnelle » sont adoptées avec 62 voix pour, 2 abstentions et 1 voix contre.***

M. AZOULAY lève la séance à 11H25

Pour le Président et par délégation,  
le Vice Président Formation

